

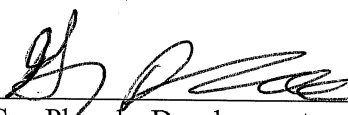


**INSTALLATION ET DÉINSTALLATION DES LUMIÈRES DE NOEL POUR 3 ANS
CHRISTMAS LIGHTS INSTALLATION AND REMOVAL SERVICE FOR 3 YEARS
Appel d'offres 2026-212 / Tender Call 2026-212
ADDENDA 2 / ADDENDUM 2**

1. Find the attached **Edmundston's purchase order terms & conditions**, referred to in section 00 11 23, at the article 1.5.1.1.

A signed copy of this addendum must be included with the tender submission.
Une copie signée de cet addenda doit être incluse avec la proposition de l'appel d'offres.

Tenderer's signature
Signature du soumissionnaire



Guy Plourde, Development
October 19, 2026

Conditions générales de bon de commande pour biens et services

Chaque commande passée par la Ville d'Edmundston pour des biens et/ou des services est soumise aux présentes conditions générales de commande. Le fournisseur est réputé avoir accepté d'être lié par ces conditions générales de commande en acceptant la commande, en commençant la fabrication des biens, en débutant l'exécution des services, en livrant les biens ou en soumettant une facture pour paiement.

1. Définitions

Dans les présentes conditions générales de commande, les définitions suivantes s'appliquent :

- (1) « Accord » désigne l'entente entre le fournisseur et la Ville pour l'achat de biens et/ou de services, comme décrit plus en détail à l'article 2.
- (2) « Ville » désigne la Ville d'Edmundston et signifie également une « partie »; avec le fournisseur, elle signifie collectivement les « parties ».
- (3) « Date de livraison » désigne la date spécifiée par la Ville dans une commande pour la livraison des biens ou l'achèvement des services.
- (4) « Point de livraison » désigne l'endroit indiqué par la Ville dans une commande où le fournisseur doit livrer les biens et/ou exécuter les services, ou tout autre emplacement précisé par écrit par la Ville.
- (5) « Biens » désigne les articles que le fournisseur doit livrer conformément à une commande et comprend tous les produits connexes, matériaux, pièces, emballages, étiquetages, données et documents.
- (6) « Bon de commande » désigne tout bon de commande d'achat, accusé de réception de commande, facture ou tout autre document utilisé par la Ville pour passer une commande auprès d'un fournisseur pour l'achat de biens et/ou de services.
- (7) « Services » désigne tout travail à effectuer par le fournisseur pour la Ville conformément à un bon de commande et comprend toutes les données ou documents connexes.
- (8) « Spécifications » désigne :
 - a) les exigences, caractéristiques et spécifications des biens ou services définies ou mentionnées dans la commande applicable; b) la documentation publiée par le fournisseur relative aux biens ou services; c) les caractéristiques opérationnelles et techniques ainsi que les fonctionnalités des biens ou services; d) les normes ou niveaux de performance des services; e) les exigences opérationnelles de la Ville qui sont expressément indiquées ou mentionnées dans un bon de commande.
- (9) « Fournisseur » désigne la partie indiquée sur la première page de la commande qui conclut un contrat avec la Ville pour l'achat et la livraison de biens et/ou de services; et signifie également une « partie »; avec la Ville, elle signifie collectivement les « parties ».
- (10) « Proposition du fournisseur » désigne tout accusé de réception, estimation, soumission, devis, offre de vente, facture ou proposition du fournisseur relatif à la fourniture de biens et/ou de services à la Ville, y compris tout document ou information transmis par le fournisseur à la Ville dans le cadre d'un appel d'offres, d'une demande de soumissions, d'une demande de propositions ou de tout autre processus initié par la Ville.

À des fins de clarification, si seuls des biens sont achetés par la Ville, les dispositions relatives aux services ne s'appliquent pas. Inversement, si seuls des services sont achetés, les dispositions relatives aux biens ne s'appliquent pas.

2. Accord

- (1) L'accord se compose de :
 - a) le bon de commande applicable; b) les présentes conditions générales d'un bon de commande, y compris toute annexe jointe; c) toute spécification ou tout autre document expressément mentionné dans un bon de commande ou dans un processus d'approvisionnement initié par la Ville (tel qu'une demande de soumissions, un appel d'offres, une demande de propositions ou un processus similaire).
- (2) Toute référence dans le bon de commande à une proposition du fournisseur sert uniquement à intégrer les descriptions et spécifications des biens et/ou services contenues dans la proposition du fournisseur et uniquement dans la mesure où les termes de cette proposition ne sont pas en conflit avec les descriptions et spécifications énoncées dans le bon de commande.
- (3) En cas d'incohérence ou de conflit entre les documents constituant l'accord et sauf indication contraire, ces documents prévaudront selon l'ordre de priorité indiqué à l'article 2(1).

3. Livraison des biens et services

- (1) Le fournisseur s'engage à fournir et livrer les biens à la Ville et à exécuter les services, selon le cas, conformément aux termes énoncés dans l'accord.
- (2) Sauf accord écrit contraire de la Ville, le fournisseur devra fournir, à ses frais, toute la main-d'œuvre, la machinerie, l'équipement, les outils, le transport et autres ressources nécessaires à l'exécution des services et à la fourniture des biens. La Ville ne sera pas responsable de toute perte ou dommage concernant la machinerie, l'équipement ou les outils fournis par le fournisseur.
- (3) Le temps est un élément essentiel en ce qui concerne la livraison des biens et l'exécution des services. Les biens doivent être livrés et les services achevés d'ici la date de livraison applicable. Le fournisseur doit informer immédiatement la Ville s'il prévoit ne pas être en mesure de respecter une date de livraison.
- (4) À tout moment avant la livraison des biens ou l'exécution des services, la Ville peut, après notification au fournisseur, annuler ou modifier une commande, ou toute partie de celle-ci, pour toute raison, y compris, sans limitation, pour la commodité de la Ville ou en raison du non-respect de l'accord par le fournisseur, sauf indication contraire.
- (5) Le fournisseur ne doit pas fournir un substitut pour les biens ou les services spécifiés dans la commande sans l'approbation écrite préalable de la Ville. L'approbation des substituts sera à la seule discrétion de la Ville.
- (6) Tous les biens seront expédiés F.O.B. au point de livraison de la Ville à Edmundston, Nouveau-Brunswick, sauf accord écrit contraire de la Ville.
- (7) Le titre, la propriété et le risque de perte des biens ne passeront à la Ville qu'après la livraison réussie des biens au point de livraison. Il incombe au fournisseur de souscrire une assurance appropriée pour les biens pendant leur transport du point de chargement du fournisseur jusqu'au point de livraison.
- (8) Le fournisseur doit suivre toutes les instructions de la Ville et coopérer avec le courtier en douane de la Ville, tel qu'indiqué par la Ville (y compris en fournissant la documentation d'expédition demandée) pour tous les biens provenant de sources ou de fournisseurs situés à l'extérieur du Canada. Le fournisseur doit se conformer à toutes les exigences de l'Agence des services frontaliers du Canada concernant l'importation de biens en provenance de l'extérieur du Canada.
- (9) Le fournisseur doit exécuter les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNBC) en vigueur adopté par la province du Nouveau-Brunswick et à toute autre loi, règlement, arrêté municipal, code, etc., fédéral, provincial et municipal, à condition qu'en cas de conflit ou de divergence, les exigences les plus strictes s'appliquent. Ces exigences peuvent affecter les méthodes d'installation, les méthodes de construction, l'élimination des matériaux et peuvent nécessiter des avis écrits et/ou des permis de l'autorité compétente avant le début du contrat. Lorsqu'un avis écrit et/ou un permis des autorités susmentionnées sont requis, une copie de ladite notification et/ou dudit permis doit être soumise au Client, avant le début des travaux.
- (10) Le fournisseur sera responsable de la santé et de la sécurité des personnes sur le site, de la sécurité des biens sur le site et de la protection des personnes adjacentes au site et à l'environnement dans la mesure où elles peuvent être touchées par la conduite des travaux.
- (11) Le fournisseur doit obtenir l'approbation du client pour toute fermeture ou arrêt de service ou d'installation active, y compris les services d'électricité et de communication. Le fournisseur doit aviser le client avant toute fermeture ou arrêt.
- (12) Le fournisseur doit exécuter les travaux conformément aux diverses lois, règlements et politiques fédéraux, provinciaux et municipaux concernant la protection de l'environnement, ainsi qu'avec toutes les approbations ou permis délivrés.
- (13) Le fournisseur doit retirer quotidiennement les débris de construction, les déchets et les matériaux d'emballage du chantier et doit maintenir propres la zone de travail et ses environs.

4. Inspection et acceptation

- (1) Toutes les expéditions de biens et tous les services fournis par le fournisseur sont soumis au droit d'inspection et de test de la Ville.
- (2) La Ville dispose de quatre-vingt-dix (90) jours (la « période d'inspection ») suivant la livraison des biens au point de livraison ou l'achèvement des services par le fournisseur pour effectuer cette inspection. À l'issue de cette inspection, la Ville, à sa seule discrétion, mais de manière raisonnable, acceptera ou rejettera les biens ou services.
- (3) La Ville, à sa seule discrétion, a le droit de rejeter tout bien ou service qui ne respecte pas les spécifications ou toute condition de l'accord.
- (4) La Ville a le droit de rejeter tout bien qui est livré en excédent ou en quantité inférieure à celle commandée, ou qui est endommagé ou défectueux. De plus, la Ville a le droit de rejeter tout bien ou service qui ne respecte pas les spécifications ou toute condition de l'accord.
- (5) La Ville fournira au fournisseur, au plus tard à la fin de la période d'inspection, un avis écrit de rejet de tout bien ou service, ainsi que les raisons de ce rejet. Si la Ville ne fournit pas de notification de rejet au fournisseur avant la fin de la période d'inspection, la Ville sera réputée avoir accepté les biens ou services.
- (6) L'inspection (ou non-inspection), les tests (ou non-tests), l'acceptation ou l'utilisation des biens ou services par la Ville ne limiteront ni n'affecteront les obligations de garantie du fournisseur concernant les biens ou services.
- (7) Si la Ville rejette des biens ou services, le fournisseur devra organiser le retour des biens rejetés à ses frais et le fournisseur devra, au choix de la Ville :
 - a) fournir un crédit complet ou un remboursement de tous les montants payés par la Ville au fournisseur pour les biens ou services rejetés; ou b) fournir des biens ou services de remplacement à recevoir dans le délai spécifié par la Ville.

5. Prix, conditions de paiement et taxes

- (1) Les prix des biens et/ou des services seront indiqués dans la commande applicable et seront en dollars canadiens. Les augmentations de prix ou les frais supplémentaires non expressément mentionnés dans la commande ne seront pas effectifs, sauf accord écrit de la Ville.
- (2) Le fournisseur devra soumettre des factures appropriées pour paiement contenant une description détaillée des biens et/ou services pour lesquels le paiement est effectué, ainsi que toutes les autres informations spécifiées par la Ville conformément à l'article 6(c).
- (3) Sous réserve de vérification par la Ville, les factures appropriées seront payées selon les termes de paiement du fournisseur ou dans un délai raisonnable.
- (4) Les « factures appropriées » désignent une facture écrite ou toute autre demande de paiement pour des biens, services ou matériaux conformément à cet accord et devra contenir les informations suivantes, ainsi que toute autre exigence spécifiée dans cet accord : a) nom du fournisseur, numéro de téléphone, adresse postale et adresse de livraison (si différente de l'adresse postale); b) numéro de facture du fournisseur; c) date et période pendant lesquelles les services ou matériaux ont été fournis; d) une description, y compris la quantité (liste détaillée des services facturés, le temps passé par chaque employé et les dépenses engagées sur le projet pendant la période de facturation, le cas échéant), des services ou matériaux fournis; e) le montant payable pour les services ou matériaux fournis, y compris un total montrant combien a été facturé précédemment et le total facturé à ce jour (c'est-à-dire factures actuelles et précédentes), le cas échéant, ainsi que les conditions de paiement; f) nom, titre, numéro de téléphone et adresse postale de la personne à qui le paiement doit être envoyé; g) nom ou titre du projet; h) la TPS/TVH doit également être indiquée comme un élément distinct; i) le(s) numéro(s) d'enregistrement fiscal applicable du fournisseur; et j) toute autre information que la Ville pourrait exiger (Bon de commande – PO).
- (5) La Ville ne sera pas considérée en défaut si le processus de paiement d'une facture appropriée est retardé en raison du non-respect par le fournisseur des exigences de l'article 6.
- (6) Le fournisseur n'aura pas droit à un paiement pour des biens et/ou des services qui ne sont pas mentionnés dans la commande applicable (« services excédentaires ») à moins que la Ville n'ait donné une autorisation écrite préalable au fournisseur pour la fourniture de tels services excédentaires.
- (7) Aucun paiement de la Ville au fournisseur en vertu des présentes ne constituera une acceptation ou une approbation de la part de la Ville d'une exécution incomplète, défectueuse ou incorrecte des obligations du fournisseur ni n'exonérera le fournisseur de l'exécution de toute obligation qui n'a pas été réalisée conformément aux exigences énoncées dans cet accord.
- (8) La Ville a le droit de retenir le paiement de toute facture faisant l'objet d'un différend de bonne foi jusqu'à ce que les parties parviennent à un accord concernant ces factures contestées et cette retenue totale de paiement des factures contestées ne sera pas considérée comme une violation de l'accord, ni d'intérêts ne sera facturée sur ces montants.
- (9) La Ville peut compenser tout montant dû au fournisseur en vertu de l'accord contre tout montant que le fournisseur doit à la Ville, que ce soit en vertu de l'accord ou autrement.
- (10) Le fournisseur sera responsable du paiement de ses propres coûts et dépenses engagées en lien avec l'exécution des services et/ou la fourniture des biens. À titre d'exemple, ces coûts peuvent inclure, mais sans s'y limiter, les frais de téléphone, de copie, de messagerie, de voyage, de stationnement, de surcharge de carburant et de pandémie, qui ne seront pas remboursés par la Ville.
- (11) Sauf indication contraire dans un bon de commande, tous les prix mentionnés dans la commande exclut toutes taxes.
- (12) La Ville paiera toutes les taxes applicables au fournisseur lors du paiement de la facture applicable. Le fournisseur remettra toutes les taxes applicables à l'autorité gouvernementale compétente conformément aux lois en vigueur.
- (13) Nonobstant toute autre disposition de l'accord, la Ville peut retenir, sur tous les montants dus au fournisseur, toutes les taxes à la source applicables et remettre ces taxes directement aux autorités gouvernementales compétentes comme l'exigent les lois applicables.

6. Matériaux dangereux (lorsqu'applicable)

- (1) Le fournisseur doit s'assurer que tous les matériaux dangereux sont correctement, en toute sécurité et de manière sécurisée emballés et étiquetés et accompagnés des fiches de données de sécurité prescrites et de toute autre documentation qui pourrait être exigée en vertu de la législation applicable concernant les expéditions de matériaux dangereux ou d'agents physiques dangereux.

- (2) Le fournisseur accepte de fournir à la Ville ce qui suit sur demande :

a) toute documentation raisonnablement nécessaire pour vérifier la composition des matériaux, substance par substance, y compris la quantité utilisée de chaque substance, de tout bien et/ou de tout processus utilisé pour fabriquer, assembler, utiliser, entretenir ou réparer des biens; et b) toute documentation raisonnablement nécessaire pour vérifier que tout bien et/ou tout processus utilisé pour fabriquer, assembler, utiliser, entretenir ou réparer des biens, ne contient pas et que les services ne nécessitent pas l'utilisation de substances dangereuses spécifiques mentionnées par la Ville.

7. Conformité légale; sécurité au travail

- (1) Le personnel du fournisseur employé sur le site connaîtra et respectera les règlements, notamment les règlements de sécurité, d'incendie, de circulation et de sûreté, y compris la « Politique administrative no. 7R2013, Santé et sécurité au travail » ou toute modification de celle-ci, de la Ville d'Edmundston. Le fournisseur sera responsable de réaliser une évaluation des risques de sécurité propres au site liés aux services à fournir.
- (2) Si le fournisseur ou ses travailleurs sont employés dans une industrie prescrite par la législation où la couverture est requise en vertu de la Loi sur les accidents du travail du Nouveau-Brunswick, le fournisseur doit être inscrit et maintenir sa couverture et ses comptes en règle. Le fournisseur doit également fournir une copie de son certificat de conformité à la Ville pour toute période de couverture pendant laquelle des biens et des services sont fournis.
- (3) Si, à tout moment pendant que l'accord est en vigueur, la couverture Travail Sécuritaire N.-B. du fournisseur expire ou est inexistante, le fournisseur, après réception d'une facture de la Ville, doit payer à la Ville tous les frais que la Ville engage.
- (4) La Ville peut s'opposer à toute personne du fournisseur engagée ou proposée par le fournisseur pour être engagée dans l'exécution des services qui, de l'avis raisonnable de la Ville, constitue un risque pour la sécurité, manque de compétences ou de qualifications appropriées, se livre à des comportements répréhensibles, ou est incompétente ou négligente. Le fournisseur doit immédiatement retirer cette personne de l'exécution des services après réception de cet avis, fournir un remplaçant à ses frais et ne pas réemployer la personne retirée dans le cadre des services sans le consentement écrit préalable de la Ville.
- (5) Lorsque la sécurité est réduite par les travaux, le fournisseur doit fournir des moyens temporaires pour maintenir la sécurité. Le site sera sécurisé par le fournisseur pendant toute la durée des travaux. Le fournisseur doit fournir et maintenir en bon état tout le matériel nécessaire aux premiers soins en milieu de travail et se conformer au règlement 2004-130 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

8. Garanties

- (1) Garanties du fabricant. Le fournisseur doit, dans la mesure du possible, céder à la Ville toutes les garanties des fabricants pour les biens et doit prendre toutes les mesures nécessaires requises par ces fabricants tiers pour effectuer la cession de ces garanties à la Ville.
- (2) Garanties des biens. Le fournisseur garantit à la Ville qu'en plus des garanties des fabricants applicables, tous les biens seront :
- a) de qualité marchande; b) sûrs et adaptés aux fins prévues; c) neufs, sauf accord écrit préalable de la Ville; d) exempts de tout défaut manifeste ou latent dans la conception, les matériaux et la qualité du travail; e) strictement conformes aux spécifications; f) exempts de tout privilège ou charge sur le titre; g) conformes à tous les échantillons fournis à la Ville; et h) conformes à toutes les lois, règlements, normes et codes fédéraux, provinciaux et municipaux applicables.
- (3) Garanties des services. Le fournisseur garantit à la Ville que tous les services seront exécutés :
- a) en exerçant le degré de professionnalisme, de compétence, de diligence, de soin, de prudence, de jugement et d'intégrité raisonnablement attendu d'un prestataire de services qualifié et expérimenté fournissant des services dans les mêmes circonstances ou similaires que ceux sous l'accord; b) conformément à toutes les spécifications et aux politiques, lignes directrices, règlements et codes de conduite de la Ville applicables au fournisseur; et c) en utilisant uniquement du personnel possédant les compétences, la formation, l'expertise et les qualifications nécessaires pour exécuter les services et étant légalement autorisé à travailler au Canada.
- (4) Garantie de propriété intellectuelle. Le fournisseur garantit à la Ville que l'exécution par le fournisseur de ses obligations en vertu du présent accord et l'utilisation des biens ou services par la Ville pour leur usage prévu ne violeront pas, n'abuseront pas, ne détourneront pas ou ne porteront pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou à tout autre droit ou propriété de tout autre personne ou entité.

9. Remèdes en cas de garantie

- (1) Sauf si une période de garantie plus longue est spécifiée sur le bon de commande ou fournie autrement par le fournisseur, la période de garantie pour les biens et services sera valide pendant un an à compter de la date d'acceptation des biens et services par la Ville.
- (2) Si la Ville détermine, agissant raisonnablement, que le fournisseur a violé la garantie de service en vertu de la section 9 et sans préjudice de tout autre droit ou recours disponible pour la Ville (y compris les droits d'indemnisation de la Ville en vertu du présent accord), le fournisseur, dans les dix (10) jours suivant la notification écrite de la Ville concernant un manquement à la garantie et à la seule charge du fournisseur, devra, à l'option de la Ville :
- a) rembourser le prix d'achat des biens ou services affectés; b) corriger, remplacer ou réexécuter les biens ou services affectés; c) reconnaître qu'une correction ou une nouvelle exécution des services sera effectuée dans un délai mutuellement convenu.

Tous les coûts associés, y compris les coûts de nouvelle exécution, les coûts d'inspection des biens et/ou services, les frais de transport des biens de la Ville au fournisseur, le retour des biens à la Ville et les coûts résultant des interruptions de la chaîne d'approvisionnement, seront à la charge du fournisseur.

- (3) Si des biens sont corrigés ou remplacés ou que des services sont réexécutés, la garantie en vertu de la section 9 continuera à s'appliquer aux biens ou services corrigés ou remplacés pendant une période de garantie supplémentaire d'un an à compter de la date d'acceptation des biens ou services corrigés ou remplacés par la Ville. Si le fournisseur ne répare ni ne remplace les biens ou services dans les délais requis ci-dessus, la Ville pourra réparer ou remplacer les biens ou services aux frais du fournisseur.
- (4) Dans le cas où des biens fournis par le fournisseur à la Ville sont l'objet d'une réclamation ou d'une allégation de violation des droits de propriété intellectuelle d'un tiers, le fournisseur devra, à son choix et à ses frais, sans préjudice de tout autre droit ou recours de la Ville (y compris les droits d'indemnisation de la Ville en vertu du présent accord) :
- a) fournir à la Ville une alternative commerciale raisonnable, y compris l'obtention pour la Ville du droit de continuer à utiliser les biens en question; b) remplacer ces biens par une alternative non contrefaisante satisfaisante pour la Ville; ou c) modifier ces biens (sans affecter leur fonctionnalité) pour les rendre conformes aux droits de propriété intellectuelle.

10. Déclarations et garanties du fournisseur

- (1) Le fournisseur déclare et garantit, en tant qu'affirmation présente et continue des faits existant à tout moment pendant la durée de l'accord et après sa résiliation :
- a) que le fournisseur est et sera le propriétaire légal et bénéficiaire de tous les biens ou services au moment de leur livraison à la Ville et (si différent) au moment où le titre des biens ou services passe à la Ville; b) que le fournisseur est dûment organisé et existe conformément aux lois de la juridiction de son incorporation ou existence et dispose de toute l'autorité nécessaire pour conclure l'accord; c) que l'exécution et/ou la réalisation de l'accord ne violent pas et ne violeront pas d'autres accords auxquels le fournisseur est lié et que cette violation ou interférence aurait un effet matériel défavorable sur le fournisseur ou sur l'accord, et que le fournisseur ne conclura aucun autre accord dont l'exécution et/ou la réalisation violeraient ou interférerait avec l'accord de manière à avoir un effet matériel défavorable sur la Ville; d) que le fournisseur dispose des ressources, compétences et capacités nécessaires pour fournir les biens et exécuter les services conformément à l'accord et aux normes industrielles applicables; et e) que le fournisseur est dûment enregistré aux fins fiscales (y compris TPS/TVH) dans les juridictions où les biens ou services doivent être fournis.

11. Droits de propriété intellectuelle

- (1) Sauf dans la mesure où cela pourrait être nécessaire pour la fourniture des biens ou services, rien dans l'accord ne sera interprété comme accordant au fournisseur une licence ou tout autre droit d'utiliser une propriété intellectuelle ou autre que la Ville possède maintenant ou pourrait détenir à l'avenir, ou pour laquelle elle pourrait détenir des droits de licence.
- (2) La Ville et le fournisseur conviennent que tous les produits de travail, matériaux, documents et droits de propriété intellectuelle (y compris, mais sans s'y limiter, toutes les inventions, conceptions, idées, découvertes, œuvres, créations, brevets, droits d'auteur et marques de commerce) ou autres droits y afférents, développés par le fournisseur dans le cadre de, ou en lien avec, la fourniture des biens ou services à la Ville (collectivement, les « produits de travail ») seront la propriété de la Ville. Le fournisseur convient qu'il n'a aucun droit de propriété à cet égard et il accepte par les présentes de céder et cède automatiquement à la Ville, tous les droits, titres et intérêts, s'il y en a, dans ces produits de travail. Cette cession inclut, sans s'y limiter, tous les droits de sécuriser tout brevet, marque de commerce, droit d'auteur, design industriel ou autres enregistrements, y compris, sans s'y limiter, toute reconduction ou extension, concernant les produits de travail, au Canada, aux États-Unis et ailleurs. De plus, le fournisseur ne devra pas divulguer les produits de travail à toute autre partie.
- (3) Le fournisseur renonce par les présentes de manière inconditionnelle et irrévocable et s'engage à faire en sorte que ses sous-traitants ou représentants renoncent de manière inconditionnelle et irrévocable à tous les droits moraux du fournisseur ou de ses sous-traitants ou représentants qui existent ou pourraient exister dans les produits de travail. Sur demande de la Ville, le fournisseur obtiendra de chacun de ses sous-traitants ou représentants tout accord ou cession nécessaire pour confirmer les droits de propriété sur les produits de travail en faveur de la Ville, les licences accordées ici et la renonciation à tous les droits moraux y afférents.
- (4) Si le fournisseur ou ses sous-traitants ou représentants incorporent dans un produit de travail toute propriété intellectuelle préexistante appartenant au fournisseur ou à ses sous-traitants ou représentants, ou dans laquelle le fournisseur ou ses sous-traitants ou représentants détiennent un intérêt, la Ville se voit accorder et détenir une licence mondiale, gratuite, non exclusive et perpétuelle pour fabriquer, utiliser, copier à tous les niveaux et exploiter de toute autre manière cette propriété intellectuelle préexistante dans le cadre de ou en lien avec ce produit de travail, sans obligation de rendre compte ou d'obtenir le consentement du fournisseur ou de ses sous-traitants ou représentants. Le fournisseur s'engage à fournir à la Ville toute assistance raisonnablement demandée par la Ville pour perfectionner les droits décrits ci-dessus, y compris en obtenant toutes les cessions et renonciations aux droits moraux nécessaires ou appropriées pour transférer l'ensemble des droits, titres et intérêts sur ces matériaux à la Ville et à ses successeurs et ayants droit.

12. Confidentialité

- (1) Toutes les informations fournies au fournisseur par la Ville ou auxquelles le fournisseur a accès en raison de la fourniture des biens et/ou des services à la Ville sont des informations confidentielles (« informations confidentielles »). Sauf exigence légale ou ordonnance d'un tribunal compétent, ces informations confidentielles ne seront jamais divulguées par le fournisseur à un tiers ou à des employés du fournisseur, autres que ses employés directement impliqués dans la fourniture des biens et/ou des services, sans le consentement écrit préalable de la Ville.
- (2) Le fournisseur utilisera les informations confidentielles et toute information personnelle, telles que définies à l'annexe A, uniquement dans le but de fournir les biens et/ou les services à la Ville et protégera ces informations confidentielles et personnelles contre toute divulgation à des tiers, en utilisant le même degré de soin que celui utilisé pour protéger ses propres informations propriétaires d'une importance similaire, mais en tout cas en utilisant un degré de soin raisonnable. Le fournisseur ne divulguera pas les informations confidentielles ou les informations personnelles à des tiers sans le consentement écrit de la Ville.
- (3) Le fournisseur mettra en œuvre et maintiendra des normes et des procédures de sécurité pour protéger les informations personnelles ou confidentielles de la Ville. Le fournisseur s'engage à notifier rapidement la Ville par écrit dès qu'il prend connaissance d'une violation de ses normes et procédures de sécurité ou des politiques de sécurité de la Ville, ou de toute divulgation non autorisée d'informations confidentielles ou d'informations personnelles que le fournisseur est tenu de garder confidentielles. Le fournisseur prendra immédiatement des mesures pour atténuer toute violation ou divulgation non autorisée.
- (4) Si le fournisseur devient légalement obligé de divulguer des informations confidentielles ou des informations personnelles, le fournisseur en informera rapidement la Ville dans la mesure où il est légalement possible de le faire. Si la Ville consent à cette divulgation, ou si la Ville décline ou est incapable d'obtenir une ordonnance de protection ou tout autre recours approprié concernant cette divulgation, le fournisseur ne divulguera que la portion des informations confidentielles ou des informations personnelles nécessaires pour se conformer à cette exigence légale.
- (5) Immédiatement après la résiliation de l'accord, ou à tout moment à la demande de la Ville, le fournisseur retournera ou remettra à la Ville toutes les informations confidentielles, personnelles ou produits de travail en sa possession ou sous son contrôle, ainsi que toute analyse ou œuvre dérivée liée aux informations confidentielles, informations personnelles ou produits de travail. Aucune copie des informations confidentielles, informations personnelles ou produits de travail, analyse ou œuvre dérivée ne sera effectuée ou conservée, à l'exception de toute information confidentielle, information personnelle, produit de travail, analyse ou œuvre dérivée nécessaire pour défendre toute réclamation, plainte ou pour satisfaire à une obligation de conservation des documents.
- (6) Le fournisseur reconnaît que la Ville est soumise à la Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée du Nouveau-Brunswick (« LDIPVP »), telle que modifiée, en ce qui concerne les informations personnelles, telles que définies dans cette loi, en sa possession et sous son contrôle. Le fournisseur accepte que la Ville puisse divulguer cet accord ou des portions de celui-ci comme cela peut être exigé en vertu de la LDIPVP et qu'aucune telle divulgation ne constitue une violation de la confidentialité.
- (7) Le fournisseur déclare, garantit et s'engage auprès de la Ville à ce que lui-même et tout sous-traitant se conforment à la LDIPVP, aux termes et conditions contenus dans l'annexe de protection de la vie privée, jointe en annexe A au présent accord et protègent les informations personnelles collectées par la Ville comme si elles étaient celles d'un organisme public en vertu de la LDIPVP.
- (8) Les obligations du fournisseur en vertu de cette section survivront à toute résiliation de l'accord.

13. Force majeure

- (1) Le fournisseur ne sera pas responsable d'un manquement ou d'un retard dans l'exécution de l'une de ses obligations en vertu de l'accord qui survient sans faute ni négligence de sa part et qui est attribuable uniquement à une cause indépendante de son contrôle raisonnable (« événement de force majeure »). Aux fins du présent accord, les événements suivants seront considérés comme des événements de force majeure : inondation, incendie, explosion, panne de courant, événements naturels, guerre, terrorisme, agitation civile, pandémie, épidémie, l'adoption de toute loi, ordonnance, règlement ou arrêté, grèves ou conflits de travail, ralentissements, piquetages, boycottages, ordre d'arrêt de travail, injonction ou autres causes indépendantes de leur contrôle raisonnable, à l'exception de l'insuffisance des ressources financières de la partie défaillante pour remplir ses obligations, dettes ou responsabilités en vertu du présent accord.

(2) Lorsqu'un fournisseur déclare qu'un événement de force majeure s'est produit, il devra informer immédiatement la Ville par écrit, en précisant l'événement de force majeure, sa cause, la durée probable du retard qui en résultera et les mesures prises par le fournisseur pour atténuer l'impact de l'événement de force majeure sur l'exécution de ses obligations.

(3) Nonobstant les dispositions précédentes, si un retard ou un manquement découlant d'un événement de force majeure persiste pendant dix (10) jours consécutifs, la Ville pourra, à sa seule discrétion, résilier l'accord sur préavis écrit de trois (3) jours au fournisseur. En cas de résiliation par la Ville en vertu de cette section, le fournisseur aura droit au paiement uniquement des biens qu'il a livrés à la Ville et pour lesquels une acceptation a été fournie, ainsi que des services qu'il a exécutés de manière satisfaisante jusqu'à la date de résiliation.

14. Assurance

(1) Le fournisseur, ainsi que tout sous-traitant impliqué dans la livraison des biens ou services, devra à ses propres frais obtenir et maintenir, pendant la période durant laquelle les biens et services sont fournis à la Ville et une assurance appropriée couvrant ses obligations en vertu de l'accord, y compris les couvertures minimales suivantes et toute autre assurance pouvant être requise au fil du temps pour la fourniture des biens ou services :

a) une assurance responsabilité civile générale. Cette police ne devra comporter aucune exclusion qui entrerait en conflit avec la fourniture des biens et services devant être livrés en vertu du présent accord; b) une assurance responsabilité automobile, si applicable aux services; c) Une assurance responsabilité professionnelle, si applicable aux services; et d) toute autre assurance demandée par la Ville, telle que, mais sans s'y limiter, une assurance responsabilité cybernétique..

(2) Chacune des polices susmentionnées devra avoir des limites de police d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 \$) par réclamation, avec des limites globales d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 \$) par année de police.

(3) Le fournisseur devra fournir à la Ville un certificat de renouvellement pour chaque police d'assurance au moins quinze (15) jours avant la date d'expiration de la police applicable.

(4) L'assurance que le fournisseur devra maintenir doit :

a) être émise par des assureurs financièrement solides et acceptables pour la Ville et autorisés à exercer des affaires dans la province du Nouveau-Brunswick ou au Canada; b) désigner « La Ville d'Edmundston » comme partie supplémentaire assurée; c) exiger que l'assureur fournisse à la Ville un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas de changement important de la police ou de résiliation ou d'annulation de la police; d) fournir une couverture pour les responsabilités découlant de dommages matériels, de pertes, de blessures corporelles (y compris le décès) ou de tout autre dommage résultant d'un acte ou d'une omission du fournisseur, de ses dirigeants, employés, préposés et agents; e) être l'assurance principale sans droit de contribution d'une autre assurance souscrite par le fournisseur ou par la Ville; f) être endossée pour inclure des renoncements à tout droit de subrogation de l'assureur contre la Ville, son maire, ses conseillers municipaux, ses dirigeants, employés, consultants et agents; et g) contenir des dispositions de responsabilité croisée et de divisibilité des intérêts.

(5) Le fournisseur devra signaler à la Ville, dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'événement, par écrit, tous les détails d'un incident impliquant des blessures corporelles, un décès ou des dommages matériels.

(6) Le fournisseur devra fournir à la Ville un ou plusieurs certificats d'assurance, sous une forme raisonnablement satisfaisante pour la Ville, attestant de la conformité à toutes les exigences d'assurance énoncées dans le présent accord, avant de commencer à fournir les biens ou à exécuter les services, le cas échéant, et des certificats d'assurance de remplacement pour les renouvellements de police. Chaque certificat devra être signé par un agent ou un représentant autorisé de l'assureur.

(7) Le fournisseur garantit, représente et confirme par la présente qu'il a pleinement respecté les dispositions de cette section et qu'il fournira rapidement, sur demande écrite de la Ville, un certificat d'assurance certifié attestant de la mise en place de toutes les autres assurances requises par cette section.

15. Indemnités

(1) Le fournisseur s'engage à indemniser, défendre et tenir indemnes la Ville ainsi que son maire, ses conseillers municipaux, ses dirigeants, ses employés, ses consultants et ses agents (les « Parties indemnisées de la Ville ») de toute réclamation, amende, perte, action, dommage, dépense, frais juridiques et toute autre responsabilité engagée par ou à l'encontre des Parties indemnisées de la Ville ou de l'une d'elles découlant de :

a) la mort, la blessure corporelle ou la perte ou les dommages causés à des biens immobiliers ou personnels tangibles résultant de l'utilisation ou de tout défaut manifeste ou latent des Biens ou des Services, ou du non-respect des garanties des Biens ou des Services; b) toute réclamation selon laquelle les Biens ou les Services enfreignent ou violent les droits de propriété intellectuelle ou autres droits d'une personne; c) toute action ou omission intentionnelle, fautive ou négligente du fournisseur ou de ses affiliés, agents ou sous-traitants; d) la violation par le fournisseur de l'une de ses obligations en vertu de l'Accord; e) toute hypothèque ou charge relative aux Biens ou Services.

16. Suspension et résiliation de l'accord

(1) La Ville a le droit de suspendre et/ou de résilier l'Accord pour cause, lors de la survenue de l'un des événements suivants, chacun étant un « événement de défaut » :

a) le fournisseur viole ou ne respecte pas l'Accord et cette violation ou ce manquement n'est pas corrigé par le fournisseur à la satisfaction raisonnable de la Ville dans les dix (10) jours suivant l'avis écrit de la Ville de corriger la violation ou le manquement; b) le fournisseur devient insolvable, commet un acte de faillite, fait une cession en faveur de créanciers, ou reconnaît autrement son insolvabilité, ou un séquestre ou un administrateur judiciaire est nommé pour tout bien du fournisseur; c) le fournisseur renie ses obligations en vertu de l'Accord; ou d) la Ville détermine qu'une déclaration, une représentation ou une garantie faite par le fournisseur dans l'Accord ou dans sa proposition de fournisseur était fausse ou incorrecte.

(2) Si l'Accord est suspendu ou résilié en raison d'un événement de défaut, le fournisseur sera responsable de et devra rembourser à la Ville toutes les pertes, coûts et dommages subis par la Ville à la suite ou en raison de l'événement de défaut, y compris les coûts engagés par la Ville pour corriger les défauts ou lacunes dans les biens ou les services et les coûts engagés par la Ville pour se procurer les biens ou services ou une partie de ceux-ci auprès d'un autre fournisseur.

(3) La Ville peut, à sa discrétion exclusive, et à tout moment, résilier l'Accord sans cause en donnant un préavis écrit de trente (30) jours au fournisseur. Dans ce cas, le fournisseur aura droit à un paiement pour les biens qu'il a livrés à la Ville et pour lesquels l'acceptation a été fournie et pour les services qu'il a exécutés de manière satisfaisante jusqu'à la date de résiliation. Les paiements au fournisseur des montants susmentionnés constitueront une satisfaction complète et finale des obligations de la Ville envers le fournisseur en vertu de l'Accord.

(4) Dans le cas où l'Accord est résilié par la Ville conformément à cette section, le fournisseur ne sera pas remboursé pour les bénéfices qui auraient pu être anticipés, mais non gagnés jusqu'à la date de résiliation et le fournisseur n'aura aucun droit ou droit à une compensation ou des dommages supplémentaires découlant de cette résiliation.

17. Limitation de responsabilité

À l'exception des obligations du fournisseur d'indemniser la Ville en vertu de la section 16 et à l'exception des dommages résultant de la négligence grave ou de l'inconduite délibérée d'une partie, aucune des parties ne pourra être tenue responsable envers l'autre partie ou toute autre personne pour des dommages indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs, y compris toute perte de profits, de données, de réputation ou d'opportunité commerciale en relation avec l'Accord.

18. Travailleurs autonomes

La relation entre le fournisseur et la Ville est celle d'un entrepreneur indépendant et non d'un employé, partenaire ou agent et rien dans le présent Accord ne doit être interprété ou considéré comme créant une relation de partenariat, de contrepartie, d'agence ou d'employeur/employé. Le fournisseur ne doit pas conclure de contrat ou d'engagement au nom de la Ville ou lier la Ville de quelque manière que ce soit. Le fournisseur confirme et accepte qu'il n'existe aucun avantage lié à l'emploi ou bénéfice accessoire de quelque nature que ce soit à recevoir en lien avec la fourniture des biens ou la prestation des services. Le fournisseur, ses sous-traitants et cessionnaires sont seuls responsables des contributions à l'assurance-emploi, à la compensation des travailleurs, au régime de pensions du Canada, des retenues fiscales sur le revenu des employés (soumis directement au gouvernement), des coûts d'assurance ou autres prélèvements similaires.

19. Conflit d'intérêts

Le fournisseur ne doit prendre aucune mesure qui entraînerait un conflit d'intérêts réel ou perçu entre ses obligations envers la Ville dans le cadre de l'Accord et ses obligations envers un tiers. Le fournisseur doit immédiatement informer la Ville par écrit si un conflit d'intérêts réel ou perçu survient à tout moment pendant la durée de l'Accord.

20. Divisibilité

Si une disposition de l'Accord est jugée inapplicable ou invalide pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, cette invalidité ou inapplicabilité ne s'appliquera qu'à cette disposition ou partie de celle-ci et la partie restante ainsi que toutes les autres dispositions resteront pleinement en vigueur.

21. Renonciation

Aucune renonciation à une disposition de l'Accord ne sera exécutoire contre cette Partie à moins qu'elle ne soit rédigée par écrit et signée par cette Partie. Le fait que la Ville n'insiste pas sur l'exécution stricte d'un terme ou d'une condition de l'Accord ne sera pas considéré comme une renonciation à l'un des droits ou recours de la Ville ni à son droit d'insister sur l'exécution stricte de ce terme ou de tout autre terme à l'avenir.

22. Cession

(1) Le fournisseur ne doit pas céder l'Accord.

(2) L'Accord profitera aux Parties et sera contraignant pour leurs successeurs et cessionnaires autorisés.

23. Survie du contrat

Toute disposition de l'Accord qui, expressément ou par implication de sa nature, est destinée à survivre à la résiliation ou à l'achèvement de l'Accord continuera de plein effet après toute résiliation, expiration ou achèvement de l'Accord.

24. Interprétation

(1) Les titres utilisés dans l'Accord et sa division en articles, sections, annexes et autres subdivisions n'affectent pas son interprétation.

(2) À moins que le contexte n'exige le contraire, les mots au singulier incluent le pluriel et vice versa; les mots indiquant un genre incluent tous les genres.

(3) Les références dans l'Accord aux articles, sections, annexes et autres subdivisions se réfèrent à ces parties de l'Accord.

(4) Lorsque l'Accord utilise le mot « y compris », cela signifie « y compris sans limitation » et lorsqu'il utilise le mot « inclut », cela signifie « inclus sans limitation ».

(5) La langue utilisée dans cet accord est réputée être celle choisie par les Parties pour exprimer leur intention mutuelle et doit être interprétée sans égard à toute présomption ou règle d'interprétation défavorable à la Partie ayant rédigé cet instrument ou une portion de celui-ci, ou en faveur de la Partie bénéficiant d'un avantage particulier en vertu de l'Accord. Aucune règle d'interprétation stricte ne sera appliquée contre quiconque.

25. Accord complet

Sauf disposition contraire spécifiquement énoncée dans cet accord, l'Accord constitue l'expression écrite finale de tous les accords entre les Parties concernant l'objet de cet accord et remplace toutes les ententes et négociations concernant les matières spécifiées dans celui-ci.

26. Droit applicable

(1) L'Accord sera régi par les lois de la province du Nouveau-Brunswick et les lois fédérales du Canada applicables dans cette province.

(2) La Ville et le fournisseur se soumettent à la juridiction exclusive des tribunaux du Nouveau-Brunswick pour toute question découlant de l'Accord.

(3) Sous réserve des obligations du fournisseur en matière d'indemnisation, de défense et de maintien indemne, la Ville et le fournisseur seront responsables de leurs propres frais juridiques, coûts et débours pour toutes les procédures juridiques, y compris les découvertes, liées à l'Accord.

Purchase Order Terms and Conditions for Goods and Services

Each Purchase Order placed by the City of Edmundston for Goods and/or Services is subject to these Purchase Order Terms and Conditions. The Supplier is deemed to have agreed to be bound by these Purchase Order Terms and Conditions by accepting the Purchase Order, commencing the manufacture of the Goods or commencing performance of the Services or delivery of the Goods or by submitting an invoice for payment.

1. Definitions

In these Purchase Order Terms and Conditions, the following definitions apply:

- (1) "Agreement" means the agreement between the Supplier and the City for the purchase of Goods and/or Services, as more fully described in Section 2.
- (2) "City" means the City of Edmundston, and means a "Party", and collectively with the Supplier also means the "Parties".
- (3) "Delivery Date" means the date specified by the Municipality in a Purchase Order for the delivery of Goods or for the completion of Services.
- (4) "Delivery Point" means the location identified by the City in a Purchase Order to which the Supplier shall deliver Goods and/or perform the Services, or such other location as specified in writing by the City.
- (5) "Goods" means the items that are required to be delivered by the Supplier pursuant to a Purchase Order, and includes all related products, materials, component parts, packaging, labelling, data and documentation.
- (6) "Purchase Order" means any purchase order, order acknowledgement, invoice or any other document used by the City to place an order from a Supplier for the purchase of Goods and/or Services.
- (7) "Services" means any work to be performed by the Supplier for the City pursuant to a Purchase Order and includes any related data or documentation.
- (8) "Specifications" means:
 - a) the requirements, characteristics and specifications of the goods or services as defined or mentioned in the applicable purchase order; b) the documentation published by the supplier relating to the goods or services; c) the operational and technical characteristics as well as the functionalities of the goods or services; d) the standards or performance levels of the services; e) the operational requirements of the City that are expressly stated or mentioned in a purchase order.
- (9) "Supplier" means the party identified on the first page of the purchase order who enters into a contract with the City for the purchase and delivery of goods and/or services; and also means a "party"; together with the City, they are collectively referred to as the "parties".
- (10) "Supplier's Proposal" means any acknowledgment, estimate, bid, quotation, offer to sell, invoice, or proposal from the supplier relating to the provision of goods and/or services to the City, including any document or information submitted by the supplier to the City as part of a call for tenders, a request for quotations, a request for proposals, or any other process initiated by the City.

For clarification purposes, if only Goods are purchased by the City, then the provisions related to Services would not be applicable, and conversely, if only Services are purchased then the provisions related to Goods would not be applicable.

2. Agreement

- (1) This Agreement consists of:
 - a) the applicable Purchase Order; b) these Purchase Order Terms and Conditions, including any attached schedules; and c) any Specifications or other documents expressly referenced in a Purchase Order or in a procurement process initiated by the City (such as but not limited to a request for quotations, request for tenders, request for proposals or similar process).
- (2) Any reference in the Purchase Order to any Supplier Proposal is solely for the purpose of incorporating the descriptions and Specifications of the Goods and/or Services contained in Supplier Proposal, and only to the extent that the terms of Supplier Proposal do not conflict with the descriptions and Specifications set out in the Purchase Order.
- (3) If there is any inconsistency or conflict between the documents forming the Agreement, then unless otherwise expressly stated, the documents shall rank in the order or precedence in accordance with the order in which they are listed in Section 2(1).

3. Delivery of Goods and Services

- (1) Supplier agrees to supply and deliver the Goods to the City and to perform the Services, as applicable, in accordance with the terms set out in the Agreement.
- (2) Unless otherwise agreed to by the City in writing, the Supplier shall furnish at its own expense all labour, machinery, equipment, tools, transportation and other inputs required to perform the Services and provide the Goods. The City shall not be liable for any loss of or damage to machinery, equipment or tools furnished by the Supplier.
- (3) Time is of the essence with respect to delivery of the Goods and performance of the Services. Goods shall be delivered, and the Services completed by the applicable Delivery Date. The Supplier must notify the City immediately if the Supplier anticipates it will be unable to meet a Delivery Date.
- (4) At any time prior to the delivery of the Goods or performance of the Services, the City may, upon notice to the Supplier, cancel or change a Purchase Order, or any portion thereof, for any reason, including, without limitation, for the convenience of the City or due to failure of Supplier to comply with the Agreement, unless otherwise noted.
- (5) Supplier shall not supply a substitute for the Goods or the Services specified in the Purchase Order without the prior written approval of the City. Approval of substitutes shall be at the sole discretion of the Municipality.
- (6) All Goods shall be shipped F.O.B. to the City's Delivery Point within Edmundston, New Brunswick, unless otherwise agreed to in writing by the City.
- (7) Title, ownership and risk of loss to any Goods shall only pass to the City, upon successful delivery of the Goods at the Delivery Point. It shall be the responsibility of the Supplier to obtain appropriate insurance for the Goods while they are in transit from the Supplier's loading point to the Delivery Point.
- (8) The Supplier shall follow all instructions of the City and cooperate with the City's customs broker as directed by the City (including by providing requested shipping documentation) with respect to all Goods that originate from sources or suppliers based outside Canada. The Supplier shall comply with all the requirements of the Canada Border Services Agency with respect to the importation of Goods from outside Canada.
- (9) Supplier to perform work in accordance with the current National Building Code of Canada (NBCC) adopted by the Province of New Brunswick and any other Federal, Provincial and Municipal Laws, Acts, Regulations, Bylaws, Codes, etc. provided that in any case of conflict or discrepancy, the more stringent requirements shall apply. These requirements may affect methods of installation, construction methods, disposal of materials and may require written notifications and/or permits of the appropriate authority prior to the commencement of the contract. Where written notification and/or permit of the above authorities are required a copy of the said notification and/or permit shall be submitted to the Client, prior to commencement of work.
- (10) Supplier will be responsible for health and safety of persons on site, safety of property on site and for protection of persons adjacent to site and environment to extent that they may be affected by conduct of Work.
- (11) Supplier to obtain approval from Client for any shutdown or closure of active service or facility including power and communications services. Supplier to provide notice to Client prior to any shutdown or closure.
- (12) Supplier to carry out the work in compliance with the various federal, provincial, and municipal acts, regulations, and policies involving protection of the environment, and any approvals or permits issued.
- (13) Supplier to remove construction debris, waste materials, packaging material from work site daily and shall keep clean the work area and its surroundings.

4. Inspection and Acceptance

- (1) All shipments of Goods and all Services performed by Supplier are subject to the City's right of inspection and testing.
- (2) The City has ninety (90) days (the "Inspection Period") following the delivery of the Goods to the Delivery Point or the completion of the Services by the Supplier to undertake such inspection, and upon such inspection the City, in its sole but reasonable discretion, shall either accept the Goods or Services or reject them.
- (3) The City in its sole discretion has the right to reject any Goods or Services that are not in conformance with the Specifications or any term of the Agreement.
- (4) The City has the right to reject any Goods that are delivered in excess of or below the quantity ordered or are damaged or defective. In addition, the City has the right to reject any Goods or Services that are not in conformance with the Specifications or any term of the Agreement.
- (5) The City shall provide the Supplier, no later than the end of the Inspection Period, a written notice of any Goods or Services that are rejected, together with the reasons for such rejection. If the City does not provide the Supplier with any notice of rejection before the end of the Inspection Period, the City shall be deemed to have accepted the Goods or the Services.
- (6) The City's inspection (or non-inspection), testing (or non-testing), acceptance or use of the Goods or Services shall not limit or otherwise affect Supplier's warranty obligations with respect to the Goods or Services.
- (7) If the City rejects any Goods or Services, the Supplier shall arrange to have rejected Goods returned to the Supplier at the Supplier's expense, and the Supplier shall at the City's option:
 - a) provide a full credit or refund of all amounts paid by the City to the Supplier for the rejected Goods or Services; or b) provide replacement Goods or Services to be received within the time period specified by the Municipality.

5. Price, Payment Terms and Taxes

- (1) Prices for the Goods and/or Services will be set out in the applicable Purchase Order and shall be in Canadian dollars. Price increases or additional charges not expressly set out in the Purchase Order shall not be effective unless agreed to in writing by the City.
- (2) The Supplier shall submit Proper Invoices for payment that contain a detailed description of the Goods and/or Services in respect of which it is being remitted, and all such other information as specified by the City as per Section 6(c).
- (3) Subject to verification by the City, Proper Invoices will be paid thirty as per terms of payments from vendor or in a reasonable delay following receipt of invoice.
- (4) "Proper Invoices" mean a written bill or other request for payment for Goods, Services or materials made pursuant to this Agreement and shall contain the following information, and any other requirements that this Agreement specifies: a) Supplier's name, telephone number, mailing address and shipping address (if different than the mailing address); b) the Supplier's invoice number; c) the date and the period during which the Services or materials were supplied; d) a description, including quantity (itemized list of services being invoiced for, time spent by each employee and expenses incurred on the project in the billing period, where appropriate), of the Services or materials supplied; e) the amount payable for the Services or materials that were supplied including a total showing how much money has been billed previously and a total billed to date, (i.e. current plus previous invoices) as applicable and the payment terms; f) the name, title, telephone number and mailing address of the person to whom payment is to be sent; g) the name or title of the project; h) GST/HST must also be shown as a separate line item; i) the Supplier's applicable tax registration number(s); and j) any other information that the City may require (PO).
- (5) The City shall not be considered to be in default if the payment process for a Proper Invoice is delayed due to the Supplier's failure to comply with the requirements of Section 6.
- (6) The Supplier shall not be entitled to receive payment for any Goods and/or Services that are not outlined in the applicable Purchase Order ("Excess Services") unless the City has given prior written authorization to the Supplier for the provision of such Excess Services.
- (7) No payment by the City to the Supplier hereunder shall be or construed to be an acceptance or approval by the City of incomplete, defective or improper performance by the Supplier of any of its obligations or operate to relieve the Supplier from the performance of any of its obligations hereunder that have not been performed in accordance with the requirements set out in this Agreement.
- (8) The City shall have the right to withhold payment of any invoices that are disputed in good faith until the Parties reach an agreement with respect to such disputed invoices and such withholding of full payment of disputed invoices shall not be deemed a breach of the Agreement nor shall any interest be charged on such amounts.
- (9) The City may set off any amount due or owing to the Supplier pursuant to the Agreement against any amounts Supplier owes to the City, whether pursuant to the Agreement or otherwise.
- (10) The Supplier shall be responsible for paying its own costs and expenses incurred in connection with its performance of the Services and/or provision of the Goods. For greater certainty, such costs may include but are not limited to telephone, copying, courier, travel, parking, fuel surcharge and pandemic costs shall not be reimbursed by the City.
- (11) Unless otherwise stated in a Purchase Order, all prices stated in the Purchase Order exclude any taxes.
- (12) The City shall pay all applicable taxes to the Supplier when the City pays the applicable invoice. The Supplier will remit all applicable taxes to the applicable government authority as required by applicable laws.
- (13) Notwithstanding any other provision of the Agreement, the City may withhold, from all amounts payable to the Supplier, all applicable withholding taxes and remit such taxes directly to the applicable governmental authorities as required by applicable laws.

6. Hazardous Materials (when applicable)

- (1) The Supplier shall ensure that all hazardous materials are properly, safely and securely packaged and labelled and accompanied by prescribed safety data sheets and any other documentation that may be required under applicable legislation related to shipments of hazardous materials or hazardous physical agents.
- (2) The Supplier agrees to provide the City with the following upon request:
 - a) all reasonably necessary documentation to verify the material composition, on a substance-by-substance basis, including quantity used of each substance, of any Goods, and/or of any process used to make, assemble, use, maintain or repair any Goods; and b) all reasonably necessary documentation to verify that any Goods and/or any process used to make, assemble, use, maintain or repair any Goods, do not contain, and the Services do not require the use of, any hazardous substances specified by the Municipality.

7. Legal Compliance; Workplace Safety

- (1) Supplier's personnel employed on site will be familiar with and obey regulations including safety, fire, traffic and security regulations, including City of Edmundston's "Politique administrative No.7R2013, Santé & Sécurité au Travail". Supplier will be responsible to perform site specific safety hazard assessment related to services to be provided

- (2) If the Supplier or its workers are employed in an industry prescribed by legislation where coverage is required under the Worker's Compensation Act of New Brunswick, the Supplier shall at all times be registered and maintain its coverage and account(s) in good standing. The Supplier shall also provide a copy of their clearance certificate to the City for all coverage periods in which Goods and Services are being provided.
- (3) If at any time while the Agreement is in effect the Supplier's WorkSafe NB coverage lapses, or coverage is non-existent, the Supplier, upon receipt of an invoice from the City, shall pay the City for any charges that the City incurs.
- (4) The City may object to any of the Supplier's personnel engaged or proposed by the Supplier to be engaged in the performance of the Services who, in the reasonable opinion of the City, constitute a safety risk, lack appropriate skills or qualifications, engage in misconduct, or are incompetent or negligent. Supplier shall promptly remove such personnel from the performance of any Services upon receipt of such notice, provide a replacement at the Supplier's expense, and shall not re-employ the removed person in connection with the Services without the prior written consent of the City.
- (5) Where security is reduced by work, Supplier to provide temporary means to maintain security. The site shall be kept secure by the Supplier throughout the course of the work. Supplier is to supply and maintain in good conditions all materials required for first aid treatment at work site and comply with regulation 2004-130 of the Occupational Health and Safety Act.

8. Warranties

- (1) Manufacturer Warranties. The Supplier shall, to the extent possible, assign to the City all manufacturer warranties for Goods, and shall take all necessary steps as required by such third-party manufacturers to effect assignment of such warranties to the City.
- (2) Goods Warranties. The Supplier warrants to the City that in addition to any applicable manufacturer warranties, all Goods shall be:
 - a) of merchantable quality; b) safe and fit for the purposes intended; c) new, unless otherwise agreed to by the City in writing; d) free from any overt or latent defects in design, material and quality of work; e) in strict compliance with the Specifications; f) free from any liens or encumbrances on title whatsoever; g) in conformance with any samples provided to the City; and h) compliant with all applicable federal, provincial, and municipal laws, by-laws, regulations, standards, and codes.
- (3) Service Warranties. The Supplier warrants to the City that all Services shall be performed:
 - a) exercising that degree of professionalism, skill, diligence, care, prudence, judgment, and integrity which would reasonably be expected from a skilled and experienced service provider providing services under the same or similar circumstances as the Services under the Agreement; b) in accordance with all Specifications and all City policies, guidelines, by-laws and codes of conduct applicable to the Supplier; and c) using only personnel who possess the skills, training, expertise, and qualifications necessary to carry out the Services and are legally entitled to work in Canada.
- (4) Intellectual Property Warranty. The Supplier warrants to the City that the performance of the Supplier of its obligations hereunder, and the use of the Goods or Services by the City for their intended purpose, shall not violate, misuse, misappropriate or infringe the intellectual property rights or any other property or rights of any other person or entity.

9. Warranty Remedies

- (1) Unless a longer warranty period is specified on the face of the Purchase Order, or is otherwise provided by Supplier, the warranty period for Goods and Services shall be valid for one year from the date of acceptance of the Goods and Services by the City.
- (2) If the City, acting reasonably, determines that Supplier has breached the service warranty in Section 8, and without prejudice to any other right or remedy available to the City (including City's indemnification rights hereunder), the Supplier will, within ten (10) days after written notice by the City to the Supplier of a warranty breach, and at the City's option and the Supplier's sole expense, either:
 - a) refund the purchase price for any affected Goods or Services, b) correct, replace or re-perform the affected Goods, or c) acknowledge that a correction or reperformance of the Services will be completed within a mutually agreeable timeframe.

All associated costs, including costs of re-performance, costs to inspect the Goods and/or Services, costs to transport the Goods from the City to the Supplier, and the return shipment to the City, and costs resulting from supply chain interruptions, shall be borne by the Supplier.

- (3) If Goods are corrected or replaced or Services are re-performed, the warranty in Section 9 will continue as to the corrected or replaced Goods or Services for a further warranty period of one year commencing on the date of acceptance of the corrected or replaced Goods or Services by the City. If the Supplier fails to repair or replace the Goods or Services within the time periods required above, the City may repair or replace the Goods or Services at the Supplier's expense.
- (4) In the event that any Goods provided by the Supplier to the City are subject to a claim or allegation of infringement of intellectual property rights of a third party, the Supplier shall, at its own option and expense, without prejudice to any other right or remedy of the City (including the City's indemnification rights hereunder), promptly:
 - a) provide the City with a commercially reasonable alternative, including the procurement for the City of the right to continue using the Goods in question; b) replace such Goods with a non-infringing alternative satisfactory to the Municipality; or c) modify such Goods, without affecting functionality, to render them non-infringing.

10. Supplier Representations and Warranties

- (1) The Supplier represents and warrants, as a present and ongoing affirmation of facts in existence at all times when the Agreement is in effect and after its termination:
 - a) that the Supplier is and shall be the legal and beneficial owner of all such Goods or Services at the time of delivery thereof to the City and (if different) at the time title to the Goods or Services passes to the Municipality;
 - b) that the Supplier is duly organized and subsisting under the laws of the jurisdiction of its incorporation or existence and has full power and authority to enter into the Agreement; c) that the execution and/or performance of the Agreement does not and will not violate or interfere with any other agreement by which the Supplier is bound, which violation or interference would have a material adverse effect on the Supplier or on the Agreement and that the Supplier will not enter into any agreement, the execution and/or performance of which would violate or interfere with the Agreement so as to have a material adverse effect on the City; d) that the Supplier has the resources, skills and ability to provide the Goods and perform the Services in accordance with the Agreement and applicable industry standards; and e) that Supplier is duly registered for tax (including GST/HST) purposes in the jurisdiction(s) in which such Goods or Services are to be provided.

11. Intellectual Property Rights

- (1) Other than as may be required for the provision of the Goods or Services, nothing in the Agreement shall be construed as granting the Supplier any license or other right to use any intellectual or other property that the City may now or hereafter own, possess, or in which it may hold licensing rights.
- (2) The City and the Supplier agree that all work product, materials, documents and intellectual property (including without limitation all inventions, designs, ideas, discoveries, works, creations, patents, copyrights and trade-marks) or other rights relating thereto developed by Supplier during the course of, or in connection with, the provision of the Goods or Services, by the Supplier to the City (collectively "Work Product") shall be the property of and owned by the City. The Supplier agrees that it has no ownership rights of any kind therein, and the Supplier hereby agrees to assign, and upon provision of each element of the Goods or Services automatically assigns, to the City, all of the Supplier's right, title and interest, if any, in any such Work Product. This assignment includes, without limitation, any and all rights to secure any patent, trademark, copyright, industrial design or other registrations (including without limitation, any renewals or extensions thereto) with respect of the Work Product, in Canada, the United States and elsewhere. In addition, the Supplier shall not disclose the Work Product to any other party.
- (3) The Supplier hereby unconditionally and irrevocably waives and shall cause its subcontractors or representatives to unconditionally and irrevocably waive all moral rights of the Supplier or its subcontractors or representatives that exist or may exist in any Work Product. The Supplier shall, upon the City's request, obtain from each and every one of its subcontractors or representatives any agreement or assignment required to confirm ownership rights in the Work Product in favour of the Municipality, the licenses granted herein and the waiver of all moral rights therein.
- (4) If the Supplier or its subcontractors or representatives incorporate into any Work Product any pre-existing intellectual property owned by the Supplier or its subcontractors or representatives or in which the Supplier or its subcontractors or representatives has an interest, the City is hereby granted and shall have a worldwide, royalty-free, non-exclusive, perpetual license to make, use, copy (at any level) and in any other way exploit such pre-existing intellectual property as part of or in connection with such Work Product, without obligation to account to, or obtain consent from, the Supplier or its subcontractors or representatives. The Supplier agrees to provide to the City all assistance reasonably requested by the City to perfect the rights described herein, including obtaining all assignments and waivers of moral rights necessary or appropriate to vest the entire right, title and interest in such materials in the City and its successors and assigns.

12. Confidentiality

- (1) All information provided to the Supplier by the City or to which the Supplier has access as a result of providing the Goods and/or the Services to the City is confidential information ("Confidential Information"). Unless required by law or an order of a court of competent jurisdiction, such Confidential Information shall not at any time be disclosed by the Supplier, to any third party or to any employees of the Supplier, other than its employees who are directly involved in providing the Goods and/or the Services, without the prior written consent of the City.
- (2) The Supplier shall use the Confidential Information and any Personal Information (as defined under Schedule A) only for the purpose of providing the Goods and/or Services to the City, and shall protect such Confidential Information and Personal Information from disclosure to third parties, using the same degree of care used to protect its own proprietary information of like importance, but in any case using no less than a reasonable degree of care. The Supplier shall not disclose Confidential Information or Personal Information to third parties without the written consent of the City.
- (3) The Supplier shall implement and maintain security standards and procedures for safeguarding Personal Information or the City's Confidential Information. The Supplier agrees to promptly notify the City in writing upon becoming aware of a breach of either the Supplier's security standards and procedures or the City's security policies, or any unauthorized disclosure of Confidential Information or Personal Information that the Supplier is required to keep confidential. Supplier shall take immediate steps to mitigate any breach or unauthorized disclosure.
- (4) If the Supplier becomes legally required to disclose any Confidential Information or Personal Information, the Supplier shall give the City prompt notice of such requirement to the extent that Supplier is legally able to do so. If the City consents to such disclosure, or if the City declines or is unable to obtain a protective order or other appropriate remedy with respect to such disclosure, then the Supplier shall disclose only that portion of the Confidential Information or Personal Information necessary to ensure compliance with such legal requirement.
- (5) Immediately upon termination of the Agreement, or at any time upon demand of the City, the Supplier shall return or supply to the City any of the Confidential Information, Personal Information or Work Product in the Supplier's possession or under its control and any analysis or derivative work relating to the Confidential Information, Personal Information or Work Product and no copies of the Confidential Information, Personal Information or Work Product, analysis or derivative work shall be made or retained with the exception of any Confidential, Personal Information, Work Product, analysis or derivative work required for the purpose of defending any claim, complaint or fulfilling a record retention obligation.
- (6) The Supplier acknowledges that the City is subject to the Right to Information and Protection of Privacy Act of New Brunswick ("RTIPPA"), as amended, with respect to personal information, as defined thereunder, in its custody and control. The Supplier agrees that the City may disclose this Agreement, or portions thereof as may be required pursuant to RTIPPA and that no such disclosure constitutes a breach of confidentiality.
- (7) The Supplier represents, warrants and undertakes to the City that it, and any subcontractor, shall comply with the RTIPPA, the terms and conditions contained in the Privacy Protection Schedule, attached as Schedule A to this Agreement, and protect personal information collected by the City as if it were a public body under RTIPPA.
- (8) The Supplier's obligations under this Section shall survive any termination of the Agreement.

13. Force Majeure

- (1) The Supplier shall not be liable for a failure or delay in performing any of its obligations hereunder that occurs without the fault or negligence of the Supplier and is attributable solely to a cause beyond its reasonable control ("Force Majeure Event"). For the purposes of this Agreement, the following shall be considered to be a Force Majeure Event: flood, fire, explosion, power failure, acts of God, war, terrorism, civil commotion, pandemic, epidemic, the enactment of any law, order, regulation or by-law, labour strikes or disputes, slowdowns, picketing, boycotts, stop-work order, injunction or other causes beyond their reasonable control, excluding a non-performing Party's lack of or insufficient financial resources to discharge its duties, liabilities or obligations hereunder.
- (2) Where Supplier claims that a Force Majeure Event has occurred, the Supplier shall be required to give immediate written notice to the City, which notice shall describe the Force Majeure Event, its cause, the probable duration of the delay resulting therefrom, and the steps being taken by the Supplier to mitigate the impact of the Force Majeure Event on the performance of the Supplier's obligations.
- (3) Notwithstanding the foregoing provisions, if a delay or failure arising from a Force Majeure Event continues for ten (10) consecutive days, the City may, in its sole discretion, terminate the Agreement upon three (3) days prior written notice to the Supplier. In the case of termination by the City pursuant to this Section, the Supplier will be entitled to receive payment only for the Goods it has delivered to the City and for which acceptance has been provided, and for Services it has satisfactorily performed up to the date of termination.

14. Insurance

- (1) The Supplier, and any subcontractor involved in the delivery of Goods or Services, shall at its own expense obtain and maintain for the period that Goods and Services are being provided to the City, appropriate insurance covering its obligations under the Agreement, including the following minimum insurance coverage and such other insurance as may be required from time to time in the course of providing the Goods or Services:
 - a) comprehensive commercial general liability insurance. Such policy shall not contain any exclusion that conflict with the provision of the Goods and Services required to be delivered under this Agreement;
 - b) automobile liability insurance (if applicable to the Services); c) professional liability insurance (if applicable to the Services); and d) any other insurance requested by the City such as but not limited to cyber liability insurance.
- (2) Each of the above-mentioned policies shall have policy limits not less than two million dollars (\$2,000,000.00) per claim, aggregate limits not less than two million dollars (\$2,000,000.00) within any policy year.

- (3) The Supplier shall provide the City with a certificate of renewal for each insurance policy not later than fifteen (15) days prior to the expiry date of the applicable policy.
- (4) The insurance to be maintained by the Supplier shall:
 - a) be issued by financially sound insurers acceptable to the City and licensed to carry on business in the Province of New Brunswick or Canada; b) name “The City of Edmundston” as an additional insured party; c) require the insurer to provide the City with at least thirty (30) days prior written notice of a material change in the policy or termination or cancellation of the policy; d) provide coverage for liability arising out of property damage, loss, personal injury (including death), or any other damage resulting from any act or omission of the Supplier, its officers, directors, employees, servants, and agents; e) be primary insurance without right of contribution of any other insurance carried by the Supplier or by the Municipality; f) be endorsed to include waivers of any right of subrogation of the insurers against the City, its mayor, councillors, officers and directors, employees, consultants, and agents; and g) contain cross liability and severability of interest provisions.
- (5) The Supplier shall report to the City within twenty-four (24) hours in writing full details of any occurrence involving bodily injury, death or property damage.
- (6) The Supplier shall provide the City with certificate(s) of insurance on a form reasonably satisfactory to the City, evidencing all insurance requirements hereunder prior to commencement of the provision of Goods or performance of Services as the case may be, and replacement certificate(s) of insurance for policy renewals. Each certificate shall be signed by an authorized agent or representative of the insurer.
- (7) The Supplier hereby warrants, represents and confirms that it has complied in full with the provisions of this Section, and shall promptly upon the City’s written request, provide a certified Certificate of Insurance evidencing placement in good standing of all other insurances required by this Section.

15. Indemnities

- (1) Supplier shall indemnify, defend and hold harmless the City and its mayor, councillors, officers, directors, employees, consultants, and agents (the “City Indemnified Parties”) from and against any claims, fines, losses, actions, damages, expenses, legal fees and all other liabilities brought against or incurred by City Indemnified Parties or any of them arising out of:
 - a) death, bodily injury, or loss or damage to real or tangible personal property resulting from the use of or any actual or alleged overt or latent defect in the Goods or the Services, or from the failure of the Goods or the Services to comply with the warranties hereunder; b) any claim that the Goods or Services infringe or violate the intellectual property rights or other rights of any person; c) any intentional, wrongful or negligent act or omission of Supplier or any of its affiliates, agents or subcontractors; d) the Supplier’s breach of any of its obligations under the Agreement; or e) any liens or encumbrances relating to any Goods or Services.

16. Suspension and Termination of Agreement

- (1) The City shall be entitled to suspend and/or terminate the Agreement for cause, upon the occurrence of any of the following events, each of which shall constitute an “Event of Default”:
 - a) the Supplier breaches or fails to comply with the Agreement and such breach or failure is not remedied by the Supplier to the reasonable satisfaction of the City within ten (10) days after written notice from the City to remedy the breach or failure; b) the Supplier becomes insolvent, commits an act of bankruptcy, makes an assignment for the benefit of creditors, or otherwise acknowledges its insolvency, or a receiver or receiver manager is appointed for any property of the Supplier; c) the Supplier repudiates its obligations under the Agreement; or d) the City determines that any statement, representation or warranty made by the Supplier in the Agreement or in its Supplier Proposal was untrue or incorrect.
- (2) If the Agreement is suspended or terminated as a result of an Event of Default, the Supplier shall be responsible for and shall reimburse the City for all loss, costs and damages incurred by the City as a result of or arising from the Event of Default, including any costs incurred by the City to correct any defects or deficiencies in any of the Goods or the Services, and any costs incurred by the City to procure the Goods or Services or any part thereof from another provider.
- (3) The City may, at its sole discretion, and at any time, terminate the Agreement without cause upon giving thirty (30) days prior written notice of termination to Supplier. In such event, the Supplier shall be entitled to receive payment for the Goods it has delivered to the City and for which acceptance has been provided, and for Services it has satisfactorily performed up to the date of termination. Payments to the Supplier of the foregoing amounts shall constitute full and final satisfaction of the City’s obligations to the Supplier under the Agreement.
- (4) In the event the Agreement is terminated by the City pursuant to this Section, the Supplier shall not be reimbursed for any profits that may have been anticipated but not earned up to the termination date, and the Supplier shall not have any claim or entitlement to any additional compensation or damages arising from such termination.

17. Limitation of Liability

Except for the Supplier’s obligations to indemnify the City under Section 15, and except for damages that are the result of the gross negligence or willful misconduct of a Party, in no event will either Party be liable to the other Party or any other person for any indirect, incidental, consequential, or punitive damages, including any lost profits, data, goodwill, or business opportunity for any matter relating to the Agreement.

18. Independent Contractors

The relationship of the Supplier to the City is that of an independent contractor and not an employee, partner or agent, and nothing contained herein shall be regarded or construed as creating a partnership, joint venture, agency or employer/employee relationship. The Supplier shall not enter into any contract or commitment in the name of or on behalf of the City or bind the City in any respect whatsoever. The Supplier confirms and agrees that there are no employee-related benefits or fringe benefits of any kind receivable in connection with the provision of the Goods or performance of the Services. The Supplier, its subcontractors and assignees are solely responsible for making contributions for Employment Insurance, Workers’ Compensation, Canada Pension Plan, employee income tax deductions (submitted directly to the government), insurance costs or other similar levies.

19. Conflict of Interest

The Supplier shall not take any actions that would result in an actual or perceived conflict of interest between its obligations to the City under the Agreement and its obligations to any third party. The Supplier shall immediately notify the City in writing if any actual or perceived conflict of interest arises at any time during the Agreement.

20. Severability

If any provision of the Agreement is determined to be unenforceable or invalid for any reason whatsoever, in whole or in part, such invalidity or unenforceability shall attach only to such provision or part thereof and the remaining part thereof and all other provisions shall continue in full force and effect.

21. Waiver

No waiver of any provision of the Agreement shall be enforceable against that Party unless it is in writing and signed by that Party. The failure of the City to insist upon the strict performance of any term or condition of the Agreement will not be deemed to be a waiver of any of the rights or remedies of the City, nor of its right to insist upon strict performance of such term or of any other term in the future.

22. Assignment

- (1) The Supplier shall not assign the Agreement.
- (2) The Agreement shall ensure to the benefit of and be binding upon the Parties and their respective successors and permitted assigns.

23. Contract Survival

Any provision of the Agreement which expressly or by implication from its nature is intended to survive the termination or completion of the Agreement will continue in full force and effect after any termination, expiry or completion of the Agreement.

24. Interpretation

- (1) The headings used in the Agreement and its division into articles, sections, schedules and other subdivisions do not affect its interpretation.
- (2) Unless the context requires otherwise, words importing the singular number include the plural and vice versa; words importing gender include all genders.
- (3) References in the Agreement to articles, sections, schedules and other subdivisions are to those parts of the Agreement.
- (4) Where the Agreement uses the word “including,” it means “including without limitation,” and where it uses the word “includes,” it means “includes without limitation”.
- (5) The language used herein shall be deemed to be the language chosen by the Parties hereto to express their mutual intent and shall be construed without regard to any presumption or rule requiring construction against the Party causing such instrument or any portion thereof to be drafted, or in favour of the Party receiving a particular benefit under the Agreement. No rule of strict construction will be applied against any person.

25. Entire Agreement

Except as specifically set forth herein, the Agreement constitutes the final written expression of all of the agreements between the Parties with respect to the subject matter herein and supersedes all understandings and negotiations concerning the matters specified herein.

26. Governing Law

- (1) The Agreement shall be governed by the laws of the Province of New Brunswick and Canada’s federal laws applicable therein.
- (2) The City and the Supplier attorn to the exclusive jurisdiction of the courts of New Brunswick with respect of any matter arising out of the Agreement.
- (3) Subject to Supplier’s obligations to indemnify, defend and hold harmless, the City and the Supplier shall be responsible for their own legal expenses, costs and disbursements for all legal proceedings (discoveries included) related to the Agreement.